

FONDS DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES 2018-2020

GUIDE DU PROMOTEUR



TABLES DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION.....	1
2. CADRE D'APPLICATION.....	1
3. BUT ET OBJECTIFS DU FONDS DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA CHAUDIERE-APPALACHES	1
4. LES SECTEURS TOURISTIQUES PRIORITAIRES	2
5. REGLES D'ATTRIBUTION DU PROGRAMME	2
6. COMMENT FAIRE UNE DEMANDE	11
8. SOUTIEN A LA PREPARATION DES DEMANDES.....	13
9. CHEMINEMENT DE L'ETUDE DES PROJETS	13
ANNEXE 1	14
ANNEXE 2.....	15
ANNEXE 3.....	18
ANNEXE 4	20

GUIDE DU PROMOTEUR

1. INTRODUCTION

Le Fonds de développement touristique de la Chaudière-Appalaches (Fonds de développement) reflète la volonté commune du **ministère du Tourisme (MTO)** et de **Tourisme Chaudière-Appalaches** de s'associer avec les partenaires locaux et les entreprises pour la réalisation de projets de développement de l'offre touristique régionale concordant avec les priorités de développement identifiées au Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020.

Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des parties et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique dans la région touristique de la Chaudière-Appalaches.

2. CADRE D'APPLICATION

Le processus d'appel et d'analyse de projets sera encadré par les règles identifiées dans le présent document. Les promoteurs de projets sont invités à le lire attentivement.

3. BUT ET OBJECTIFS DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

But : soutenir et stimuler le développement, le renouvellement et la structuration de l'offre touristique de la région touristique de la Chaudière-Appalaches.

Les **projets soutenus posséderont un caractère structurant contribuant à renouveler l'offre touristique** et viseront l'atteinte des objectifs suivants :

- favoriser le développement d'une offre touristique originale, complémentaire, respectueuse du développement durable;
- stimuler l'économie des régions par :
 - la création d'emplois;
 - l'augmentation du nombre de visiteurs;
 - l'accroissement des recettes touristiques.

4. LES SECTEURS TOURISTIQUES PRIORITAIRES

- Considérer les secteurs touristiques prioritaires identifiés par le MTO et Tourisme Chaudière-Appalaches qui font aussi partie du Plan de développement de l'industrie touristique (PDIT) :
 - Le tourisme hivernal (motoneige, ski alpin, raquette et traîneau à chiens)
 - Le tourisme de nature et d'aventure
 - Les croisières d'excursion
 - Le tourisme culturel et événementiel
 - L'agrotourisme et tourisme gourmand
 - Le Saint-Laurent touristique

Ainsi que les secteurs touristiques tenant en compte les particularités de la région touristique de la Chaudière-Appalaches :

- Les sports motorisés (quad, moto-tourisme)
- La Route des Navigateurs
- La Route de la Beauce

5. RÈGLES D'ATTRIBUTION DU PROGRAMME

CLIENTÈLES ADMISSIBLES :

- Les organismes à but lucratif (OBL) légalement constitués au Québec;
- Les organismes à but non lucratif (OBNL) légalement constitués au Québec;
- Les coopératives légalement constituées au Québec;
- Les municipalités¹;
- Les communautés et les nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale;
- Tout regroupement de ces clientèles.
- Les **associations touristiques régionales (ATR)** sont admissibles uniquement pour les projets d'études et de structuration de l'offre touristique régionale et doivent, à cet effet, avoir des **Partenaires** financiers pour chacun des projets qu'elles soumettent.

PROJETS ADMISSIBLES :

- Attractions, activités et équipements;
- Structuration de l'offre touristique régionale;
- Festivals et événements;
- Études;
- Services-conseils.

¹ La désignation de municipalité comprend les municipalités, les cités, les villes, les villages, les paroisses, les cantons, les cantons unis, les villages nordiques, les territoires non organisés, les municipalités régionales de comté (MRC), les communautés métropolitaines, les régies intermunicipales et les corporations ou les organismes dont une corporation municipale nomme la majorité des membres ou contribue à plus de la moitié du financement, les regroupements de tels municipalités, corporations ou organismes.

PROJETS NON ADMISSIBLES :

- les projets des secteurs de la restauration et du commerce de détail;
- les projets d'accueil et de signalisation touristique;
- les applications mobiles;
- les projets d'hébergement;
- la construction de sentiers si la portion du coût des sentiers est de plus de 50% de la valeur d'un projet;
- les projets déjà réalisés ou en cours de réalisation au moment de la date du dépôt de la demande;
- le développement de contenu de formation;
- les projets du secteur des jeux de hasard;
- les projets liés à la vente et la consommation d'alcool;
- les projets dont l'objectif est une levée de fonds.

DÉFINITIONS ET DESCRIPTIONS DES CATÉGORIES :

Attrait, activités et équipements

Cette catégorie fait référence à l'ensemble des éléments composant l'offre touristique, en lien avec les priorités régionales de l'offre touristique de l'ATR et les priorités et orientations du MTO, excluant les secteurs de la restauration et du commerce de détail.

Sont admissibles :

- les projets de consolidation, d'implantation, d'expansion ou la modernisation d'un attrait, d'un équipement, d'une activité ou des services touristiques;
- Les projets de construction, d'agrandissement ou d'amélioration d'une infrastructure touristique et les projets d'immobilisation.

Aucune aide financière n'est consentie à la mise aux normes, au maintien d'actif et à la conformité des règlements.

Coût minimal du projet : **50 000 \$**

Subvention maximum par projet : **35 000 \$**

Coûts admissibles :

- honoraires professionnels pour plans et devis de construction, d'aménagement intérieur ou extérieur, de conception (exposition, spectacle, installation), d'études spécialisées (sol, environnement, structure, équipements) et autres éléments pertinents;
- travaux de construction (nouvelle construction, agrandissement, restauration, recyclage, accès aux personnes à mobilité restreinte, etc.);
- travaux d'aménagement intérieur ou extérieur;
- achat et installation d'équipement et de mobilier spécialisés;
- achat de terrain;
- les coûts liés à la Politique d'intégration des arts à l'architecture;
- honoraires professionnels de firmes ou de consultants spécialisés;

- les taxes afférentes aux coûts admissibles.

Coûts non admissibles :

- les coûts reliés au fonds de roulement, au service de la dette, aux pertes d'exploitation, aux pertes en capital et au rachat de capital;
- les coûts reliés à la mise aux normes, au maintien d'actifs et à la conformité des règlements;
- les dons et les contributions en nature ou en services;
- les transferts d'actifs;
- l'achat d'automobile ou de matériel roulant;
- les droits de passage, servitude et autres frais connexes;
- les salaires, les frais d'exploitation et les frais de gestion réguliers du promoteur;
- les frais de promotion, publicité et marketing;
- la partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services ainsi que les autres coûts pour lesquels le bénéficiaire (ou une tierce partie) a droit à un remboursement.

Structuration de l'offre touristique régionale

20 % maximum de l'enveloppe du fonds (incluant les projets d'études)

En vue d'appuyer les priorités régionales de développement de l'offre touristique, identifiées dans le plan de développement de l'ATR, une aide financière ponctuelle peut être accordée à des projets structurants de la région. La thématique doit être représentative de la région et avoir un impact sur le territoire de plus d'une MRC.

Le projet doit démontrer une capacité à générer des retombées chez plusieurs partenaires. Le projet peut être coordonné par l'ATR ou toute autre entité reconnue et accepté par le comité de gestion. Ces projets doivent recevoir un appui financier de différents organismes ou entreprises du territoire.

Sont admissibles les projets reliés à l'implantation de routes et circuits touristiques, le développement d'un produit thématique ou tout autre projet démontrant une structuration de l'offre touristique. La pérennité du projet devra être démontrée et s'échelonner sur plus de 3 ans.

Coût minimal du projet : **25 000\$**

Subvention maximum par projet : **35 000 \$**

Coûts admissibles :

- honoraires professionnels de firmes ou de consultants spécialisés;
- les frais de déplacement (comparables à ceux de l'ATR), les frais généraux, les salaires et avantages sociaux des ressources humaines du promoteur dédiées spécifiquement à la réalisation du projet;
- les taxes afférentes aux coûts admissibles.

Coûts non admissibles :

- les coûts reliés au fonds de roulement, au service de la dette, aux pertes d'exploitation, aux pertes en capital et au rachat de capital;
- les dons et les contributions en nature ou en services;
- l'achat d'automobile ou de matériel roulant;
- le développement technologique tel que les applications mobiles;
- les frais de promotion, publicité et marketing;
- la partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services ainsi que les autres coûts pour lesquels le bénéficiaire (ou une tierce partie) a droit à un remboursement.

Festivals et événements

10 % minimum de l'enveloppe du fonds

Un festival ou un événement touristique réfère à une manifestation publique, produite et tenue au Québec, organisée en fonction d'une thématique et d'une programmation d'activités, qui suscitent un achalandage de 1 000 jours de participation effectués par des visiteurs (excursionnistes et touristes) et qui animent la destination. La programmation d'activités festives devra être d'une durée minimale de 2 jours de programmation et maximale de 22 jours de programmation, et ce, sans que les jours de programmation soient nécessairement consécutifs.

Une aide financière pour la tenue de l'événement peut être accordée aux festivals et aux événements jugés pertinents sur le plan régional.

Un minimum de 10 % de l'enveloppe disponible doit être consacré à la tenue des festivals et événements, excluant les projets d'infrastructures des festivals et événements (attraits, activités, équipements).

Les promoteurs devront démontrer que cette aide financière leur permettra d'accroître de façon considérable la performance touristique des festivals (rayonnement marketing, achalandage touristique et nuitées générées) par le biais d'un projet de développement innovant et distinctif. L'innovation est un processus par lequel des produits, services, procédés, processus de commercialisation et organisations intègrent des éléments nouveaux ou significativement améliorés. Celle-ci doit permettre de favoriser la progression de la productivité de l'organisation, d'acquies un avantage compétitif et de concrétiser des recettes touristiques additionnelles.

Critères spécifiques d'admissibilité :

- avoir réalisé un minimum d'une édition préalablement à la demande d'aide financière;
- avoir un budget de fonctionnement (coûts réels d'exploitation de la dernière édition tels que présentés aux états financiers) de 50 000 \$ et plus;
- investir annuellement 5000 \$ minimum en placements publicitaires en dehors de la région de la Chaudière-Appalaches et fournir un plan détaillé de ces placements avec ou sans TCA;
- détenir des ententes de partenariat et de forfaitisation avec des entreprises touristiques locales et régionales, favorisant notamment des offres d'hébergements commerciaux;
- déposer une étude de provenance des clientèles datant de moins de trois ans, réalisée par une firme indépendante selon une méthodologie reconnue par le ministère du Tourisme. À moins que l'événement n'ait pas encore eu à réaliser cette étude pour les éditions précédentes.
- d'après l'étude effectuée, démontrer la présence de **1 000 jours de participation effectués par des visiteurs**. Cette donnée doit s'appuyer sur une étude d'achalandage réalisée par une firme indépendante selon une méthodologie reconnue par le ministère du Tourisme.
- être l'unique bénéficiaire des surplus, subventions et autres apports externes;

Montants d'aide possible :

- Les projets retenus recevront une aide financière proportionnelle à l'importance de l'impact du projet d'accroissement de la performance touristique.
- Les aides varient entre 2 500 \$ et 10 000 \$.

Coût minimal du projet : **50 000 \$**

Subvention maximum par projet : **10 000\$**

Coûts admissibles :

- les frais de déplacement (comparables à ceux de l'ATR), les frais généraux, les salaires et avantages sociaux des ressources humaines du promoteur;
- les coûts de programmation;
- les coûts reliés à l'aménagement de site;
- les coûts de location d'équipements;
- les coûts réels d'exploitation;
- les frais de promotion, publicité et marketing;
- les taxes afférentes aux coûts admissibles.

*Pour les projets d'infrastructure, se référer aux éléments décrits dans *Attrait, activités et équipements*.*

Coûts non admissibles :

- les coûts reliés au fonds de roulement, au service de la dette, aux pertes d'exploitation, aux pertes en capital et au rachat de capital;
- les dons et les contributions en nature ou en services;
- l'achat d'automobile ou de matériel roulant;
- le développement technologique tel que les applications mobiles;
- la partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services ainsi que les autres coûts pour lesquels le bénéficiaire (ou une tierce partie) a droit à un remboursement;

Pour les projets d'infrastructure d'un festival ou d'un événement, se référer aux éléments décrits dans la catégorie Attrait, activités et équipements.

Études

20 % maximum de l'enveloppe du fonds (incluant les projets de structuration de l'offre touristique régionale)

Cette catégorie fait référence à la réalisation d'études qui nécessitent une expertise spécifique en vue d'accroître le développement de l'offre touristique et de valider la viabilité financière d'un projet. Le projet à l'étude doit appuyer les priorités régionales et avoir un impact sur le développement touristique du territoire. Le mandat doit être réalisé par une firme d'experts-conseils ou une organisation reconnue dans le domaine touristique et/ou économique, à la suite d'un appel d'offres.

Sont exclus les plans d'affaires, les plans marketing, les plans de développement local et régional ainsi que les études et sondages requis pour adresser une demande d'aide financière à d'autres programmes ou pour répondre aux exigences d'un autre ministère.

Pour les études, le coût minimal est de **15 000 \$**. Les projets d'études doivent présenter un devis d'études accompagné d'au moins deux offres de services professionnels en provenance de firmes d'experts-conseils ou d'organisations reconnues dans le domaine touristique et/ou économique. Dans le cas des organismes régis par la Loi des cités et villes et du Code municipal s'appliquent les règles d'appel d'offres de leur organisation.

Coût minimal du projet : **15 000 \$**

Subvention maximum par projet : **35 000 \$**

Coûts admissibles :

- honoraires professionnels de firmes ou de consultants spécialisés pour la réalisation d'études spécifiques concernant le développement de l'offre touristique d'un territoire;
- les taxes afférentes aux coûts admissibles.

Coûts non admissibles :

- les salaires, les frais d'exploitation et les frais de gestion réguliers ou reliés au projet du promoteur;
- les dons et les contributions en nature ou en services;
- la partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services ainsi que les autres coûts pour lesquels le bénéficiaire (ou une tierce partie) a droit à un remboursement.

Services-conseils

Une aide financière peut être accordée pour l'embauche d'un consultant en coaching, services-conseils visant l'adoption de meilleures pratiques d'affaires, le développement des compétences de la main-d'œuvre, l'amélioration de la qualité des services à la clientèle, l'accompagnement dans le développement d'un nouveau projet ou d'une nouvelle activité.

Coûts admissibles :

- honoraires professionnels de firmes ou de consultants spécialisés pour la réalisation de l'accompagnement visé pour l'amélioration de la qualité des services et produits;
- les taxes afférentes aux coûts admissibles.

Coûts non admissibles :

- les salaires, les frais d'exploitation et les frais de gestion réguliers ou reliés au projet du promoteur;
- les dons et les contributions en nature ou en services;
- la partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services ainsi que les autres coûts pour lesquels le bénéficiaire (ou une tierce partie) a droit à un remboursement.

Coût minimal du projet : **5 000 \$**

Subvention maximum par projet : **5 000 \$**

Les projets de services-conseils doivent présenter un devis de services accompagné d'au moins deux offres de services professionnels en provenance de firmes d'experts-conseils ou d'organisations reconnues dans le domaine touristique et/ou économique. Dans le cas des organismes régis par la Loi des cités et villes et du Code municipal s'appliquent les règles d'appel d'offres de leur organisation.

CONDITIONS MINIMALES DE RECEVABILITÉ :

Le projet doit se réaliser sur le territoire de la région touristique de la Chaudière-Appalaches,

La clientèle cible du projet doit être significativement touristique;

Un plan d'affaires complet qui démontre une viabilité financière;

Le promoteur devra obligatoirement contribuer à une mise de fonds minimale de 20 % du coût total du projet déposé;

Le projet doit être conforme aux lois et règlements en vigueur au Québec.

CARACTÉRISTIQUES DE L'AIDE FINANCIÈRE :

La contribution financière du Fonds de développement est **une subvention**.

Mise de fonds

Le financement de chaque projet doit comporter une mise de fonds de sources non gouvernementales (un apport de sources privées) du bénéficiaire d'au moins 20 % du coût total du projet.

La mise de fonds du promoteur incluant celles de ses partenaires (milieu, ville, commandites privées), le cas échéant, ne peut provenir :

- des sources considérées au cumul des aides gouvernementales, détaillées ci-après;
- d'un transfert d'actifs;
- d'une contribution en bien et services.

Cumul d'aides gouvernementales et de l'ATR

Sont considérées dans le cumul d'aides gouvernementales :

- les entités figurant aux annexes des états financiers consolidés du gouvernement du Québec (comptes publics). Il s'agit notamment des ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu, des organismes et fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable et des entreprises du gouvernement du Québec;
- sont aussi prises en compte et incluses, les aides financières provenant des ministères et organismes du gouvernement du Canada;
- sont aussi prises en compte la contribution de l'ATR ainsi que la contribution d'un partenaire du Fonds de développement et provenant des sources citées précédemment.

Le tableau suivant résume les pourcentages applicables à la mise de fonds et aux règles de cumul selon les clientèles admissibles.

Clientèles admissibles	Mise de fonds minimale	Cumul maximal des aides gouvernementales
		Au sud du 49 ^e parallèle
OBL	20 %	50 %
OBNL	20 %	80 %*
Coopérative	20 %	80 %*
Municipalité	20 %	80 %*
Regroupement de clientèle	20 %	Selon le type des organismes, le % le moins élevé s'applique

* Pour la catégorie Festivals et événements, le montant est de 50 %.

Les aides gouvernementales remboursables sont calculées au cumul des aides gouvernementales à 30 % de leur valeur.

Taux d'aide du Fonds de développement

Le pourcentage maximal de l'aide financière accordée à un projet est de 50 % pour un OBL et de 80 % pour un OBNL;

Coûts admissibles minimums

L'aide du Fonds de développement est calculée sur les coûts admissibles du projet.

Majoration de l'aide financière

L'aide financière ne peut en aucun cas être majorée pour compenser un dépassement de coûts des projets approuvés.

Protocole d'entente

Les projets retenus feront l'objet d'un protocole d'entente entre le bailleur de fonds et le promoteur. Ce protocole définira les conditions de versement de l'aide financière et les obligations des parties. Un exemple du protocole est disponible sur demande.

Règles particulières

Les projets, le cas échéant, sont assujettis aux règles suivantes, détaillées à l'Annexe 3:

Règles concernant l'adjudication de contrat

L'aide financière octroyée à un projet est assortie de l'obligation de procéder à un appel d'offres public pour l'adjudication d'un contrat de construction lorsqu'il est de 100 000 \$ ou plus.

Politique d'intégration des arts à l'architecture

Est assujetti à la politique, tous projets de construction ou d'agrandissement (dont le coût est de 150 000 \$ ou plus) d'un bâtiment ou d'un site ouvert au public, en totalité ou en partie, à des fins d'information, de loisirs ou d'obtention d'un bien ou d'un service.

CRITÈRES DE SÉLECTION

Chaque projet admissible sera évalué selon les critères de sélection suivants :

- l'adéquation entre le projet et les objectifs et priorités visés par ce programme (voir points 3 et 4 du présent guide);
- le caractère structurant du projet (pouvoir d'attraction, portée locale, régionale et sectorielle, retombées tangibles, concertation avec d'autres partenaires, création d'emplois, étalement de la saison, etc.);
- le caractère novateur du projet (nouvelle dimension à l'offre touristique actuelle, nouvelles tendances non offertes par la concurrence);
- la qualité du projet en termes de concept, de produit et de services;

- la structure et le montage financiers du projet (contribution du promoteur, recherche rigoureuse de financement, pertinence de l'aide demandée, santé financière de l'entreprise ou du promoteur, données financières fiables et réalistes, perspectives d'autofinancement, appui du milieu, etc.);
- la pertinence du projet (clientèle significativement touristique et sa diversification, taille du marché pour justifier le projet, concurrence, qualité de l'offre, stratégie de marketing, retombées significatives, maillage, etc.);
- la faisabilité du projet (échancier réaliste, stratégie marketing, qualité du plan d'affaires ou devis d'études, expertise et expérience du promoteur);
- prise en compte des principes de développement durable.

6. COMMENT FAIRE UNE DEMANDE

Pour soumettre une demande d'aide financière dans le cadre de ce programme, vous devez compléter et retourner le formulaire : « [Demande d'aide financière au Fonds de développement touristique de la Chaudière-Appalaches 2018-2020](#) ».

Dépôt en version électronique

Le formulaire de demande d'aide financière peut être transmis à travers le [formulaire de dépôt en ligne](#) dans lequel vous devrez insérer tous les documents obligatoires nécessaires à votre demande. Après avoir complété le formulaire de dépôt en ligne, une confirmation vous sera envoyée par courriel.

Prenez note qu'aucune demande envoyée directement par courriel ne sera acceptée.

Dépôt en version papier

Vous pouvez remettre votre dossier complet en personne **du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 au Bureau d'information touristique** au 800, autoroute Jean-Lesage, Lévis, G7A 1E3 ou **par la poste à la même adresse** à l'attention de Sara-Émilie Laurin.

Tous les documents nécessaires à votre demande se trouvent au : <https://chaudiereappalaches.com/fr/services-aux-membres/fonds-de-developpement-touristique-de-la-chaudiere-appalaches>

L'ATR reçoit les demandes d'aide financière à date fixe :

- La demande doit être faite entre le **18 octobre et le 7 janvier 2018 jusqu'à 16h30** pour une réponse approximativement en avril 2019.

Un dossier incomplet à la date du début de la période d'analyse ne sera pas traité par le comité de gestion. Il sera reporté à la période suivante.

DOCUMENTS OBLIGATOIRES À TOUTE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

VOTRE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE DOIT COMPORTER LES INFORMATIONS SUIVANTES À JOINDRE AU FORMULAIRE, SELON LA CATÉGORIE DE PROJET DÉPOSÉ, ET CE, EN FORMAT ÉLECTRONIQUE À TRAVERS FORMULAIRE DE DÉPÔT EN LIGNE.	Attrait, activités et équipements	Structuration de l'offre touristique régionale	Festivals et événements	Études et services-conseils
- Une copie du formulaire de demande d'aide financière complété de façon électronique et signé avec éléments visuels pertinents en annexe s'il y a lieu (photographies de ce qui est existant, esquisses du projet, etc.)	●	●	●	●
- Une copie de la lettre patentes ou la charte d'incorporation	●	●	●	●
- Une copie des états financiers des deux (2) dernières années et copie des états financiers intérimaires les plus récents, si l'entreprise est existante.	●	●	●	●
- Une copie des confirmations de partenariat financier, si disponible.	●	●	●	●
- Une résolution de l'organisme ou de l'entreprise mandatant le signataire de la demande d'aide financière à ce programme et tout document pertinent à la demande;	●	●	●	●
-Un plan d'affaires qui présente minimalement les aspects suivants (voir annexe 2) : <ul style="list-style-type: none"> ○ description détaillée du projet, dont l'aspect innovant du projet; ○ description détaillée des clientèles visées et moyens utilisés pour atteindre ces objectifs (analyse et perspective de marché, plan marketing, budget alloué); ○ analyse de la concurrence; ○ impacts et retombées touristiques du projet; (exemples : allongement de la saison touristique, diversification de l'offre de la région concernée, forfaitisation ou maillage, augmentation des nuitées, retombées en matière de consolidation et de création d'emplois); ○ présentation du promoteur et de son équipe; ○ montage financier. 	●	●		
- Les états financiers prévisionnels détaillés, pour les trois premières années d'exploitation <ul style="list-style-type: none"> ○ Le bilan prévisionnel et l'état des résultats prévisionnels sont exigés, accompagnés des hypothèses ayant servi à leur préparation. ○ Les états financiers prévisionnels devront indiquer de façon distincte les données liées au projet. 	●			
- Une copie du devis d'appel d'offres pour les projets d'études ou de services-conseils qui comprend les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ une description de la problématique; ○ la nature et les objectifs de l'étude; ○ la méthodologie suggérée; ○ l'échéancier des travaux; ○ les biens livrables. 				●
- Des copies d'au moins deux offres de services professionnels.				●
- Une confirmation du ministère de la Culture et des Communications en regard de l'application ou non du projet à la Politique d'intégration des arts à l'architecture (Voir annexe 3).	●	●		
- Une liste des autorisations, attestations, certificats ou permis requis par une loi, un règlement ou autre. À titre d'exemple, Loi canadienne sur la protection de l'environnement, Loi sur la qualité de l'environnement du Québec, Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, Loi sur les établissements d'hébergement touristique, etc. : <ul style="list-style-type: none"> ○ précisez l'état d'avancement de vos démarches (demandes adressées, dossier en traitement, autorisations obtenues). 	●	●	●	●
- Les Festivals et événements devront fournir dans le formulaire de dépôt en ligne : <ul style="list-style-type: none"> ○ une description du promoteur, des dirigeants et membres du conseil d'administration, ○ une description de la programmation des deux derniers festivals. ○ l'étude d'une firme indépendante selon une méthodologie reconnue par le ministère du Tourisme, présentant le nombre et de la provenance des visiteurs lors des deux derniers festivals (si une étude a été réalisée). ○ une description détaillée du projet d'accroissement touristique qui sera développé par le festival pour les deux prochaines années. ○ Le budget prévisionnel de l'édition 2018-19. ○ une description des résultats escomptés en termes de recettes, d'augmentation de l'achalandage et de la provenance prévu pour les 2 prochaines années du projet d'accroissement de la performance touristique. ○ le budget marketing détaillé pour 2018-2019 incluant les stratégies et les actions en termes de placements publicitaires avec ou sans Tourisme Chaudière-Appalaches. 			●	

Diffusion des documents

Le formulaire sera remis à chaque membre du comité de gestion et servira de base principale à l'évaluation. Nous vous invitons à y porter une attention particulière. Le plan d'affaires, incluant les données financières du promoteur, sera étudié par les analystes attitrés au dossier et leurs constats seront transmis aux membres du comité de gestion. Le promoteur peut donc compter sur une diffusion restreinte de ses données.

7. SOUTIEN À LA PRÉPARATION DES DEMANDES

Des répondants pour chacune des MRC sont habilités à fournir de l'aide pour la préparation de votre demande. Les coordonnées de ces répondants se trouvent à l'Annexe 4 du présent document.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le chargé de projet à Tourisme Chaudière-Appalaches

Sara-Émilie Laurin
Agente de développement touristique
800 Autoroute Jean-Lesage

Lévis (Québec) G7A 1C9

☎ :418 831-4411 poste 305
Courriel : selaurin@chaudiereappalaches.com

8. CHEMINEMENT DE L'ÉTUDE DES PROJETS

- Dépôt des projets selon les dates de dépôt à date fixe;
- Vérification de l'admissibilité du projet et demande de précisions auprès du promoteur par un analyste de Tourisme Chaudière-Appalaches;
- Aux dates prédéterminées, analyse de pertinence et financière du projet;
- Validation par le ministère du Tourisme de la conformité du projet;
- Analyse des projets par le comité de gestion;
- Recommandation du comité de gestion;
- Décision des bailleurs de fonds concernés et transmission d'une lettre d'annonce au promoteur (montant octroyé ou refus);
- Signature d'une convention d'aide financière pour les projets retenus.

ANNEXE 1

Définition des termes

PROJET STRUCTURANT : Projet dont l'impact ou le rayonnement se fait à l'échelle régionale et même au-delà. Il a la capacité à générer d'autres projets et/ou favoriser la concertation régionale et a l'appui du milieu et a la capacité à développer des emplois.

PRODUIT TOURISTIQUE : Le produit touristique est un ensemble de services tangibles (hébergement, restauration, activités, etc.) ou intangibles (ambiance, accueil, animation, etc.) qui offre une multitude de possibilités de séjour aux touristes.

PRODUIT D'APPEL : Un produit d'appel est le principal déclencheur d'une expérience touristique, détient une forte notoriété et constitue la première motivation de déplacement chez le visiteur.

TOURISTE : Le touriste est une personne qui a fait un voyage d'une nuit ou plus, mais de moins d'un an, à l'extérieur de sa ville et qui a utilisé de l'hébergement commercial ou privé.

EXCURSIONNISTE : L'excursionniste est une personne qui a fait un voyage aller-retour dans la même journée à l'extérieur de sa ville, dont la distance aller est d'au moins 40 km.

DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE : Le développement touristique fait référence aux notions d'implantation (mise en place, émergence) de consolidation et de diversification d'un produit ou d'un service touristique.

STRUCTURATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE : La structuration de l'offre touristique permet de développer, réseauter et/ou allier des éléments distincts en un système intégré qui devient un produit touristique permettant sa commercialisation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE : Le développement durable est défini comme un mode de développement qui satisfait les besoins du présent sans mettre en péril la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Ce développement allie les enjeux environnementaux, économiques et sociologiques et trouve sa place dans toutes les composantes de l'industrie touristique.

ANNEXE 2

Plan d'affaires - Modèle

Coordonnées de l'entreprise

- Raison sociale
- Nom commercial
- Adresse complète
- Numéro de téléphone
- Numéro de télécopieur
- Courriel

Sommaire exécutif

Description de l'entreprise et du projet

- Mission de l'entreprise
- Historique de l'entreprise
- Forme juridique de l'entreprise
- Présentation des promoteurs et des propriétaires
- Description du projet :
 - nature du projet
 - secteur d'activité
- Localisation du projet
- Description des produits/services offerts : clientèle ciblée, territoire visé, moyens de distribution des produits/services offerts
- Étapes du projet et date prévue pour la réalisation de chaque étape
- Brochure publicitaire (si déjà existante)

Analyse du Marché

- Description du secteur d'activité :
 - situation générale
 - tendances du marché
 - opportunités
 - réglementation gouvernementale
- Clientèle ciblée (données sociodémographiques, comportements, attitudes, besoins)
- Liste des clients potentiels
- Territoire visé
- Concurrents :
 - description
 - principales forces et faiblesses
- Avantages concurrentiels
- Marché potentiel (ex. : estimation des ventes annuelles totales)

Plan de commercialisation

- Stratégie de prix (prix des concurrents, marge bénéficiaire brute, prix de revient)
- Stratégie de vente et distribution (publicité, télémarketing, Internet et autres)
- Actions promotionnelles
- Budget et échéance

Plan d'exploitation

- Approche qualité
- Approvisionnement (fournisseurs, produit/service, délai de livraison)
- Immobilisations à réaliser (bâtiment/équipement)
- Les ressources humaines nécessaires à la réalisation du projet
- Investissements technologiques
- Normes environnementales
- Permis et licence nécessaires à la réalisation du projet

Plan de financement

- Coûts d'investissement projetés et financement requis pour la réalisation du projet
- États financiers des trois dernières années
- Prévisions financières des trois premières années d'exploitation incluant l'état des résultats, le bilan et le budget de caisse mensuel
- Offre des facilités bancaires
- Offre des partenaires financiers

Documents

- Curriculum vitae des promoteurs
- Convention des actionnaires (si nécessaire)

Note : Les états financiers et les prévisionnels devraient être préparés selon les normes comptables généralement reconnues au Québec.

ANNEXE 3

1. RÈGLE D'ADJUDICATION DE CONTRATS

Le **Bénéficiaire** ne doit accorder tous les contrats de construction de plus de 100 000 \$ qu'après avoir effectué une demande d'appel d'offres public. Un appel d'offres public doit respecter minimalement les paramètres suivants :

- publication dans un journal régional ou une publication spécialisée;
- dans le cas, où il n'y aurait eu aucun soumissionnaire conforme à la suite de la publication d'un appel d'offres public ou aucune soumission reçue, l'organisme pourra demander l'autorisation à l'**ATR** afin de procéder à un appel d'offres sur invitation;
- les contrats devront être octroyés aux plus bas soumissionnaires conformes.

À la demande de l'**ATR**, le **Bénéficiaire** devra lui fournir:

- les documents (plans et devis, avis de publication), l'échéancier (publication, dépôt et ouverture) et les modifications de(s) l'appel(s) d'offres public(s);
- les entrepreneurs ou les fournisseurs ayant obtenu les documents de(s) l'appel(s) d'offres public(s);
- les noms des entreprises ou des fournisseurs (soumissionnaires) ayant répondu à (aux) l'appel(s) d'offres public(s);
- les noms des soumissionnaires dont l'offre est conforme à (aux) l'appel(s) d'offres public(s);
- les montants des soumissions reçues.

2. POLITIQUE D'INTÉGRATION DES ARTS À L'ARCHITECTURE ET À L'ENVIRONNEMENT DES BÂTIMENTS ET DES SITES GOUVERNEMENTAUX PUBLICS

Tous projets de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment ou d'un site ouvert au public, en totalité ou en partie, à des fins d'information, de loisirs ou d'obtention d'un bien ou d'un service sont assujettis à la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

Cette Politique s'applique à toute personne morale ou à tout organisme à qui le gouvernement ou un de ses ministères ou organismes verse une subvention pour réaliser un projet de construction ou d'agrandissement, dont le coût est de 150 000 \$ ou plus. La construction d'un bâtiment ou d'un site peut comprendre également sa restauration, son réaménagement ou sa réparation.

Les Partenaires du Fonds de développement invitent les promoteurs désirant réaliser un projet de construction et soumettre une demande d'aide financière dans le cadre de l'un de ses programmes à communiquer avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC) afin de confirmer si leur projet est assujéti la Politique d'intégration des arts à l'architecture.

Les promoteurs devront soumettre au MCC une description du projet ainsi que l'information détaillée sur son coût total. Le MCC a la responsabilité de valider l'admissibilité du projet ainsi que le montant affecté à l'œuvre d'art, le cas échéant. À noter que les coûts reliés à l'intégration des arts à l'architecture font partie des coûts admissibles du projet.

Pour information, veuillez contacter:
Madame Maryline Tremblay
Service de l'intégration des arts à l'architecture
Québec : 418 380-2323 poste 6323
Courriel : integrationdesarts@mcc.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Coordonnées des répondants

<p>Conseil économique de Beauce (Beauce-Sartigan) Mme Lynda Aubé Agente de développement économique 11515, 1^{ère} avenue Saint-Georges (Qc) G5Y 2C7 418-228-8123 poste 109 Lynda.aube@cebeauce.com</p>	<p>MRC de Bellechasse Mme Mélissa Roy Agente de développement territorial en tourisme et en agroalimentaire 100, rue Monseigneur-Bilodeau, Saint-Lazare-de-Bellechasse (Qc) G0R 3J0 (418) 883-3347 mroy@mrcbellechasse.qc.ca</p>
<p>Ville de Lévis Mme Chantal Dubois Conseillère en développement 996, rue de la Concorde Lévis (Qc) G6W 5M6 (418) 835-4960 poste 8100 cdubois@ville.levis.qc.ca</p>	<p>Société de développement économique de la région de Thetford (CLD) Mme Heidi Bédard Conseillère en développement touristique 2600, boulevard Frontenac Ouest Thetford Mines (Qc) G6H 2C6 (418) 423-3333 / 1-877 335-7141 tourisme@regionthetford.com</p>
<p>MRC de L'Islet M. François Garon Agent de développement 34A Rue Fortin, Saint-Jean-Port-Joli (Qc) G0R 3G0 (418) 598-3076 p. 249 cell. (418) 234-6048 f.garon@mrcdislet.com</p>	<p>Développement économique Nouvelle-Beauce M. Jérôme Leclerc Conseiller aux entreprises - croissance 700, rue Notre-Dame Nord, bureau F Sainte-Marie (Qc) G6E 2K9 (418) 386-1608 poste 206 jerome.leclerc@denb.ca</p>
<p>MRC des Etchemins M. Mathieu Baillargeon Agent de développement rural 1137, route 277 Lac-Etchemin (Qc) G0R 1S0 (418) 625-9000 poste 2262 mbaillargeon@mrcetchemins.qc.ca</p>	<p>CLD de la MRC de Lotbinière Mme Marie-Eve Lacasse Conseillère en développement 175, boul. Laurier Laurier-Station (Québec) G0S 1N0 (418) 728-2205 poste 116 melacasse@tourismelotbiniere.com</p>
<p>MRC de Montmagny Mme Geneviève Bourgeois Agente touristique de Montmagny 6, rue Saint-Jean-Baptiste Est, bur. 300 Montmagny (QC) G5V 1J7 Téléphone : 418 248-9196 poste 223 agent-touristique@montmagny.com</p>	<p>CLD de la MRC de Robert-Cliche Mme Audrey Boivin Conseillère au développement économique 785, avenue Guy-Poulin Saint-Joseph-de-Beauce (Qc) G0S 2V0 418 397-4354 poste 224 Audrey.boivin@cldrc.qc.ca</p>